

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

DELICE HOLDING SA

Siège social : Immeuble le Drôme, rue Lac Léman, les Berges du Lac -1053 – Tunis

La société DELICE HOLDING publie, ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2019 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice 2019. Ces états sont accompagnés du rapport des commissaires aux comptes : Mr Mohamed LOUZIR & Mr Karim DEROUICHE.

Groupe DELICE
BILAN CONSOLIDE
(Exprimé en dinars tunisiens)

	Notes	31.12.2019	31.12.2018
Actifs			
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles		5 121 340	4 914 908
-Amortissements Immobilisations incorporelles		(4 623 618)	(4 080 187)
	(1)	497 722	834 721
Immobilisations corporelles		592 304 987	508 023 749
-Amortissements immobilisations corporelles		(285 155 628)	(250 290 457)
	(2)	307 149 359	257 733 292
Immobilisations financières		3 710 640	3 410 269
-Provisions pour dépréciation des immobilisations financières		(29 492)	(202 538)
	(3)	3 681 148	3 207 731
Autres actifs non courants	(4)	2 102 116	1 559 452
Actifs d'impôts différés	(5)	5 313 753	4 817 678
Total des actifs non courants		318 744 099	268 152 874
Actifs courants			
Stocks		134 275 761	105 922 277
- Provisions pour dépréciation des stocks		(11 628 264)	(7 556 161)
	(6)	122 647 497	98 366 116
Clients et comptes rattachés		30 776 033	32 252 305
-Provisions dépréciation des clients		(4 050 273)	(2 999 360)
	(7)	26 725 760	29 252 945
Autres actifs courants		102 149 228	63 567 690
-Provisions dépréciation des autres actifs courants		(2 267 735)	(1 619 302)
	(8)	99 881 493	61 948 388
Placements et autres actifs financiers	(9)	10 221 669	37 211 858
Liquidités et équivalents de liquidités	(10)	62 697 550	32 014 544
Total des actifs courants		322 173 968	258 793 851
Total Actifs		640 918 067	526 946 725

Groupe DELICE
BILAN CONSOLIDE
(Exprimé en dinars tunisiens)

	Notes	31.12.2019	31.12.2018
Capitaux propres et passifs			
Capital social		549 072 620	549 072 620
Réserves de restructuration		(472 190 804)	(472 190 804)
Réserves consolidés		80 884 039	64 324 957
Total Capitaux propres consolidés avant résultat de l'exercice		157 765 855	141 206 773
Résultat de l'exercice		46 529 346	30 891 570
Total Capitaux propres consolidés		204 295 201	172 098 343
Intérêts des minoritaires		6 700 063	10 194 337
Total Capitaux propres consolidés et intérêts minoritaires (11)		210 995 264	182 292 680
Passifs non courants			
Emprunts	(12)	148 009 232	112 299 434
Provisions pour risques et charges	(13)	19 918 024	17 024 554
Passifs d'impôts différés	(14)	2 488 418	1 292 223
Total des passifs non courants		170 415 674	130 616 211
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	(15)	112 273 321	105 514 264
Autres passifs courants	(16)	43 251 113	43 061 051
Concours bancaires et autres passifs financiers	(10)	103 982 695	65 462 519
Total des passifs courants		259 507 129	214 037 834
Total passifs		429 922 803	344 654 045
Total Capitaux propres et passifs		640 918 067	526 946 725

Groupe DELICE
ETAT DE RESULTAT CONSOLIDE
(Exprimé en dinars tunisiens)

	Notes	2019	2018
Revenus	(17)	965 360 619	844 483 415
Autres produits d'exploitation	(18)	13 398 489	7 296 451
Total produits d'exploitation		978 759 109	851 779 866
Variation des stocks des produits finis et des encours		13 375 027	(1 070 419)
Achats consommés	(19)	(740 941 818)	(644 800 343)
Charges de personnel	(20)	(82 546 054)	(75 965 876)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(21)	(46 778 673)	(36 332 192)
Autres charges d'exploitation	(22)	(61 921 391)	(45 417 422)
Total des charges d'exploitation		(918 812 910)	(803 586 252)
Résultat d'exploitation		59 946 199	48 193 614
Charges financières nettes	(23)	(17 928 155)	(13 016 377)
Produits financiers	(24)	3 998 679	3 388 916
Autres gains ordinaires	(25)	6 422 108	324 183
Autres pertes ordinaires	(26)	(244 388)	(778 025)
Résultat des activités ordinaires avant impôt		52 194 444	38 112 311
Impôts sur les bénéfices		(8 437 054)	(6 246 181)
Impôt différé		(320 033)	(1 590 526)
Contribution sociale de solidarité		(700 120)	(203 404)
Résultat des activités ordinaires après impôt		42 737 238	30 072 200
Eléments extraordinaires		273 984	(19 065)
Résultat Net de l'exercice		43 011 222	30 053 135
Part revenant aux intérêts minoritaires	(11)	(3 518 125)	(838 435)
Résultat net consolidé (part revenant au groupe)		46 529 346	30 891 570
Nombre moyen des actions		54 907 262	54 907 262
		0,847	0,563

Groupe DELICE
ETAT DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE
(Exprimé en dinars tunisiens)

	Notes	2019	2018
Résultat net (Groupe)		46 529 346	30 891 570
<u>Ajustement pour :</u>			
*Part revenant aux intérêts minoritaires	(11)	(3 518 125)	(838 435)
*Amortissements, Provisions & Reprises de provisions	(21)	46 778 673	36 332 192
*Variation des :			
- Autres actifs et passifs non courants		(542 665)	764 755
- Stocks		(28 353 484)	(3 158 706)
- Créances clients		1 476 272	(12 375 561)
- Autres actifs		(38 581 538)	(17 167 650)
- Fournisseurs et autres dettes		6 759 057	6 735 365
- Autres passifs courants		190 062	(657 872)
- Autres éléments sans incidence sur la trésorerie		13 891 115	(1 397 164)
Flux de trésorerie provenant de (affectés à) l'exploitation		44 628 715	39128494
Variation de trésorerie provenant de l'acquisition et des cessions des immobilisations corp. & incorporelles		(86 323 079)	(70 095 658)
Variation de trésorerie provenant des immobilisations financières		(300 371)	287 857
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement		(86 623 450)	(69 807 801)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de placement		26 990 189	(10 500 000)
Encaissements suite à l'émission d'actions		49 254 020	10 500 000
Dividendes et autres distributions		(22 546 527)	(23802 004)
Variation de trésorerie provenant des emprunts		7 765 061	50 549 136
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de Financement		34 472 554	37247 132
Variation de trésorerie		19 468 008	(3 932 175)
Trésorerie au début de l'exercice	(27)	22 312 166	26 244 341
Trésorerie à la clôture de l'exercice	(27)	41 780 174	22 312 166

I. PRESENTATION DU GROUPE

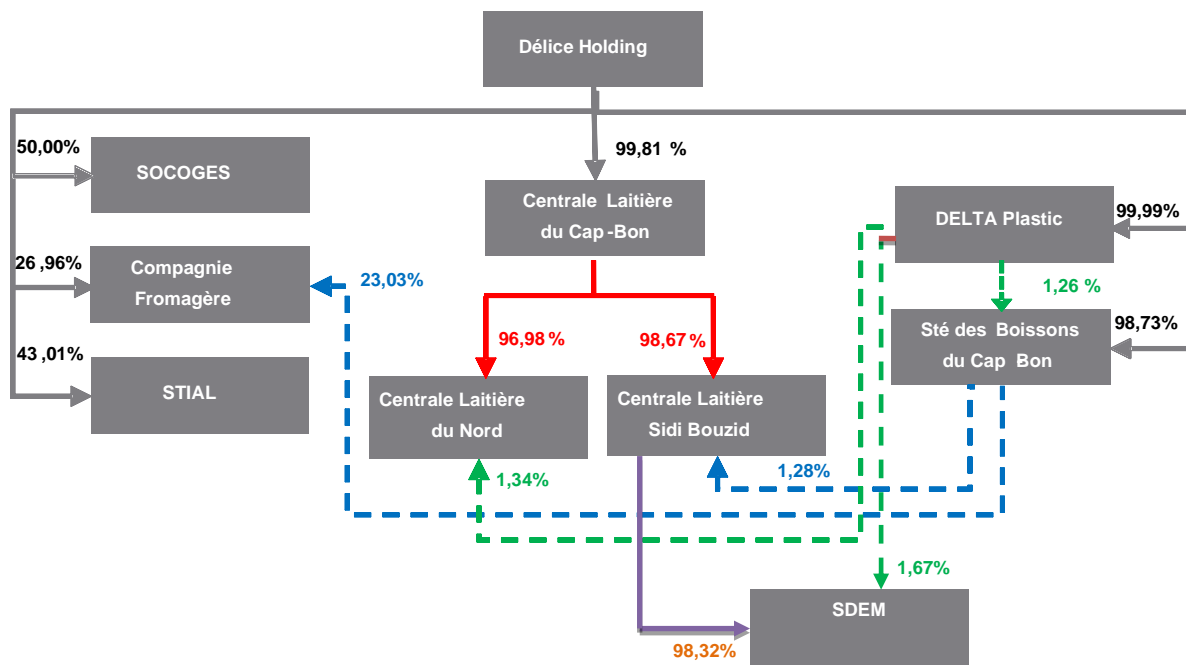
Le **Groupe DELICE** est composé de dix sociétés : DELICE Holding, CLC, CLN, CLSB, SBC, CF, Delta Plastic, STIAL, SOCOGES et SDEM dans **le secteur de l'industrie agro-alimentaire**.

- ✓ La société «DELICE Holding» est une société anonyme de droit tunisien, constituée le 20 Mai 2014. Lors de la création de la société, le capital s'élevait à 10.000 dinars divisés en 100 actions de 10 dinars chacune. Conformément à la première résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 07 Août 2013, les actionnaires ont décidé d'augmenter le capital social d'un montant de 154.178.880 dinars pour le porter à 154.188.880 dinars, et ce par l'émission de 15.417.888 actions nouvelles, de 10 dinars chacune. L'assemblée générale extraordinaire tenue le 27 décembre 2013, a décidé d'augmenter le capital social d'un montant de 394.883.740 dinars pour le porter à 549.072.620 dinars, et ce par l'émission de 39.488.374 actions nouvelles de 10 dinars chacune.
 - ✓ La société Centrale Laitière du Cap-Bon « CLC » est une société anonyme créée en 1993, spécialisée dans la fabrication, le conditionnement et la commercialisation du lait et dérivés.
 - ✓ La société Centrale Laitière Du Nord « CLN » est une société anonyme spécialisée dans la transformation du lait et la production de ses dérivés ainsi que la commercialisation des produits laitiers et ses dérivés ainsi que tous produits agroalimentaires.
 - ✓ La Centrale Laitière de Sidi-Bouزيد « CLSB » est une société anonyme de droit tunisien. Elle a été créée le 13 Juin 2011 et a pour objet la fabrication, le conditionnement et la commercialisation du lait et dérivés, et la production et vente de tout produit agroalimentaire.
 - ✓ La société des boissons du Cap-Bon «SBC» est une société anonyme spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de toute nature de boisson principalement le jus et les boissons gazeuses et non gazeuses.
 - ✓ La société Compagnie Fromagère « CF » est une société anonyme spécialisée dans la fabrication de produits de fromage.
 - ✓ DELTA Plastic est une société à responsabilité limitée créée en 2002 spécialisée dans la production des bouteilles et des emballages en plastique. L'activité de DELTA Plastic consiste exclusivement dans le travail à façon pour le compte de la société du groupe STIAL. Elle produit les bouteilles en plastique pour l'emballage des produits DUNUP.
 - ✓ La Société Tunisienne de l'Industrie Alimentaire « STIAL » est une société anonyme créée en 1978 spécialisée dans la fabrication et la vente de yaourt et autres dérivés de produits laitiers.
-

- ✓ La société de commerce et de gestion « SOCOGES » est une société à responsabilité limitée spécialisée dans la réalisation de toutes opérations relatives au groupement au stockage et à la livraison de marchandises, ainsi que toutes les activités se rapportant au transport, au chargement, au déchargement, à l'emballage, au montage, au contrôle de la qualité et au suivi de la clientèle. La SOCOGES assure la distribution des produits des sociétés du groupe.
- ✓ La Société Délice des Eaux Minérales S.A est une société anonyme de droit tunisien créée le 2 mai 2019 spécialisée dans la mise en bouteilles d'eau de source minérale.

II. Périmètre de consolidation au 31/12/2019

Le périmètre de consolidation du groupe DELICE Holding est présenté au niveau du schéma suivant :



III. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES DE CONSOLIDATION

A. Principes de consolidation

Les états financiers consolidés du groupe DELICE Holding sont préparés et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie tels que définis par la loi 96-112 et le décret 96-2459 du 30 décembre 1996.

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de toutes les filiales dont le Groupe détient directement ou indirectement le contrôle exclusif. Les états financiers consolidés regroupent également toutes les coentreprises dont le groupe exerce un contrôle conjoint.

a. Contrôle exclusif

Le groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles de cette filiale afin de tirer avantages de ses activités.

Ce contrôle résulte :

- ✓ soit de la détention directe ou indirecte, par l'intermédiaire de filiales, de plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise consolidée ;
- ✓ soit du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs ;
- ✓ soit des statuts ou d'un contrat ;
- ✓ soit du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent ;
- ✓ soit du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent.

Par ailleurs, le contrôle est présumé exister dès lors que le groupe détient directement ou indirectement 40% au moins des droits de vote dans une autre entreprise, et qu'aucun autre associé n'y détienne une fraction supérieure à la sienne.

Il est à noter que pour la détermination du périmètre de consolidation, le Groupe DELICE Holding a opté pour la prise en compte des contrats de rétrocessions dans le calcul du pourcentage de contrôle et d'intérêts. Ces contrats constituent un engagement de la part de l'une des sociétés du Groupe de racheter des titres qui font l'objet d'une convention de rétrocession ou d'un pacte d'actionnaires.

Ayant pour objet de décrire la réalité économique du groupe et conformément au principe de la prééminence de la réalité économique sur l'apparence juridique, l'hypothèse de base retenue, consiste à retraiter les participations qui font l'objet de ces contrats au bilan et à l'état de résultat comme s'ils avaient été acquises à crédit.

Par conséquent le groupe a décidé de comptabiliser ces titres dans le compte « Titres de participation » par le crédit du compte « Emprunts ».

b. Contrôle conjoint

Le contrôle conjoint tel que défini par la NCT 37 est le partage en vertu d'un accord contractuel du contrôle d'une activité économique.

B. Méthodes de consolidation

Toutes les sociétés sous contrôle exclusif du groupe sont consolidées selon la méthode d'intégration globale. Le contrôle exclusif provient notamment du fait que les dirigeants (Directeurs Généraux et membres du Conseil d'Administration) sont désignés par la société DELICE Holding et qu'aucun autre groupe ou société ne dispose d'un contrôle.

La société STIAL est détenue à concurrence de 50% par le partenaire stratégique étranger Compagnie Gervais Danone (CGD) et 43,01% par DELICE Holding.

Le pacte d'actionnaires de la société STIAL stipule que :

- Les principales décisions stratégiques et opérationnelles sont prises au niveau du conseil d'administration de la STIAL qui est composé de 4 administrateurs, dont 2 sont désignés par DELICE Holding et 2 désignés par le partenaire étranger. Les décisions ne peuvent être prises qu'en cas d'accord entre les deux actionnaires DELICE Holding et le Partenaire étranger.
- Le conseil délègue au directeur général à l'intérieur des lignes directrices la gestion quotidienne de la société dont la finalité est la réalisation des objectifs assignés.

La société SOCOGES est détenue à concurrence 50% par le partenaire stratégique étranger CGD, 50% par DELICE Holding.

La structure de capital des deux sociétés et le partage des décisions stratégiques financières et opérationnelles prouvent l'existence d'un contrôle conjoint sur les deux sociétés.

Les méthodes de consolidation appliquées pour chaque société du périmètre de consolidation sont les suivantes :

Société	% de contrôle	% d'intérêts groupe	Type de contrôle	Méthode de comptabilisation
DELICE Holding	100%	100%	Société mère	
CLC	99,81%	99,81%	Contrôle exclusif	Intégration globale
CLN	98,33%	98,15%	Contrôle exclusif	Intégration globale
CLSB	99,95%	99,76%	Contrôle exclusif	Intégration globale
SBC	99,99%	99,99%	Contrôle exclusif	Intégration globale
CF	50,00%	50,00%	Contrôle exclusif	Intégration globale
Delta plastic	99,99%	99,99%	Contrôle exclusif	Intégration globale
SDEM	99,99%	99,76%	Contrôle exclusif	Intégration globale
STIAL	43,01%	43,01%	Contrôle conjoint	Intégration proportionnelle
SOCOGES	50,00%	50,00%	Contrôle conjoint	Intégration proportionnelle

a. L'intégration globale

L'intégration globale consiste à combiner ligne à ligne les états financiers individuels de la société mère DELICE Holding et de ses filiales en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges. Afin que les états financiers consolidés présentent l'information financière du groupe comme celle d'une entreprise unique, les étapes ci-dessous sont alors suivies :

- ✓ homogénéisation des méthodes d'évaluation et de présentation des états financiers du Groupe ;
- ✓ cumul arithmétique des comptes individuels ;
- ✓ élimination des opérations intra-groupe et des résultats internes ;
- ✓ détermination de l'impact de la fiscalité différée sur les retraitements ayant une incidence sur le résultat et/ou les capitaux propres consolidés ;
- ✓ élimination des titres de participation du groupe dans chaque société consolidée et détermination des écarts d'acquisition positif et/ou négatif et ;
- ✓ identification de la « Part du groupe » et des « intérêts minoritaires » dans l'actif net des sociétés consolidées.

b. L'intégration proportionnelle

L'application de la consolidation proportionnelle signifie que le bilan consolidé du Co-entrepreneur inclut sa quote-part des actifs contrôlés conjointement et sa quote-part des passifs dont il est conjointement responsable. L'état de résultat consolidé du Co-entrepreneur comprend sa quote-part des produits et charges de l'entité contrôlée conjointement.

c. Traitement de l'écart d'acquisition

Conformément à la norme comptable nationale (NCT 38) et internationale (IFRS 3)¹, le regroupement d'entreprises ayant abouti à la création de la société DELICE Holding est un regroupement d'entreprises sous contrôle commun qui est hors champ d'application de ces deux normes. De ce fait il n'est pas fait application de la méthode d'acquisition, par conséquent :

- Les actifs et passifs des entreprises regroupées sont repris à leur valeur comptable nette.
- Aucun goodwill n'est constaté suite au regroupement. Toute différence entre la valeur des apports et les capitaux propres des entités regroupées est enregistrée dans les réserves consolidées (réserves de restructuration).

¹Selon le paragraphe 10 de la norme internationale IFRS 3, un regroupement d'entreprises impliquant des entités ou des activités sous contrôle commun est un regroupement d'entreprises dans lequel la totalité des entités ou activités se regroupant sont contrôlées in fine par la même partie ou les mêmes parties, tant avant qu'après le regroupement d'entreprises, et ce contrôle n'est pas temporaire.

IV. Principales méthodes comptables d'évaluation et de présentation

Les états financiers consolidés sont libellés en dinars tunisiens et préparés en respectant notamment les hypothèses sous-jacentes et les conventions comptables, plus précisément :

- ✓ hypothèse de la continuité de l'exploitation ;
- ✓ hypothèse de la comptabilité d'engagement ;
- ✓ convention de la permanence des méthodes ;
- ✓ convention de la périodicité ;
- ✓ convention de prudence ;
- ✓ convention du coût historique et
- ✓ convention de l'unité monétaire.

A. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leurs coûts d'acquisition hors taxes récupérables. Les dotations aux amortissements des immobilisations du groupe sont calculées selon la méthode linéaire.

Les taux d'amortissement appliqués se présentent comme suit :

Désignation	Taux annuels
Constructions	5%
Matériel de transport	20%
Agencements, aménagements et installations	10%
Matériel et outillages	10%
Mobiliers, matériels de bureaux	10%
Matériels informatiques	15%
Logiciels	33%

Les dotations sur les acquisitions de l'exercice sont calculées en respectant la règle du prorata temporis.

B. Titres de participation

Les titres de participation non consolidés figurent au bilan à leurs coûts d'acquisition.

Les titres de participation font l'objet de provisions pour dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur coût d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée sur la base de différents critères dont, la valeur de marché, les perspectives de rentabilité et les capitaux propres réévalués. Les dividendes reçus des sociétés non consolidées sont comptabilisés en produits au cours de l'année de leur attribution.

C. Stocks

Les stocks du groupe sont essentiellement composés de stocks de matières premières, stocks d'emballages, pièces de rechange, matières consommables, des encours et des produits finis.

Les stocks de produits finis sont valorisés selon la méthode du coût de production incluant :

- Le coût des consommations de matières premières et emballages ;
- Les coûts directement attribuables à la production (principalement consommations d'énergie, consommation de pièces de rechange et de consommables, les charges de personnel directes, les amortissements des immobilisations directement rattachés au cycle de production...);
- Une quote-part des coûts indirects de production ;

Les stocks de matières premières, d'emballages et de pièces de rechange sont valorisés au coût d'achat incluant le prix d'achat, les droits de douane à l'importation et les taxes non récupérables ainsi que les frais de transport, d'assurance et d'autres coûts directement liés à l'acquisition des éléments achetés.

D. Revenus

Les revenus résultent de la livraison de marchandises, de la prestation de services ou de la réalisation d'autres opérations qui s'inscrivent dans le cadre des activités principales ou centrales des sociétés du Groupe. Ils sont comptabilisés en net des remises et ristournes accordées aux clients.

E. Impôt différé

Les sociétés du Groupe DELICE Holding sont soumises à l'impôt sur les sociétés (IS) selon les règles et les taux en vigueur en Tunisie.

Il a été tenu compte d'un impôt différé pour les retraitements de consolidation ayant une incidence sur le résultat.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables.

F. Notes relatives aux rubriques du bilan :

Notes 1 : Immobilisations incorporelles :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Logiciels	4 984 403	4 743 047
Concessions de marques et brevets	46 920	46 920
Immobilisations incorporelles en cours	90 018	124 941
Immobilisations corporelles	5 121 340	4 914 908
Amortissements Logiciels	(4 576 698)	(4 033 268)
Amortissements Concessions de marques et brevets	(46 920)	(46 920)
Amortissements Immobilisations corporelles	(4 623 618)	(4 080 187)
Immobilisations corporelles nettes	497 722	834 721

Notes 2 : Immobilisations corporelles :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Terrains	11 387 767	11 284 639
Constructions	72 240 122	67 250 624
Matériel industriel	328 879 514	243 256 318
Outillage industriel	8 822 286	7 943 014
Matériel de transport	47 733 836	43 819 426
Installations Techniques, agencements, aménagements et installations divers	71 089 268	64 191 884
Equipements de bureau	2 265 965	2 127 083
Matériel informatique	9 878 342	9 100 871
Matériel d'emballage	4 098 060	3 478 173
Autres Equipements	2 149 512	2 149 512
Immobilisations en cours	33 760 315	53 422 205
Immobilisations corporelles	592 304 987	508 023 749
Amortissements Constructions	(24 211 635)	(21 045 140)
Amortissements Matériel industriel	(163 888 072)	(143 470 320)
Amortissements Outillage industriel	(5 866 554)	(5 292 489)
Amortissements Matériel de transport	(34 488 106)	(30 290 600)
Amortissements installations Techniques, agencements, aménagements et installations divers	(40 276 704)	(35 012 144)
Amortissements Equipements de bureau	(1 784 301)	(1 594 147)
Amortissements Matériel informatique	(8 239 771)	(7 585 395)
Amortissements Matériel d'emballage	(3 003 633)	(2 650 634)
Amortissements Autres Equipements	(2 140 914)	(2 103 075)
Provisions sur immobilisations corporelles	(1 255 937)	(1 246 514)
Amortissements Immobilisations corporelles	(285 155 628)	(250 290 456)
Immobilisations corporelles nettes	307 149 359	257 733 292

La valeur nette des immobilisations incorporelles et corporelles s'élève à 307 647082dinars au 31 décembre 2019 et se détaille comme suit :

Montants en KDT	VB Dec18	Entrées	Cession	reclassements & retraitements	Effet variation périmètre	VB Decembre19	AMORT 2018	Effet variation périmètre	Dotations 2019	Amortissements/ Cession/Reprise	Amortissements Cumulés 19	VCN 2018	VCN 2019
Logiciels	4 743 047	102 031	-	136 925	2 400	4 984 403	4 033 267	2 122	541 309	-	4 576 699	709 780	407 704
Concessions de marques et brevets	46 920	-	-	-	-	46 920	46 920	-	-	-	46 920	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	124 941	101 993	-	(136 925)	8	90 018	-	-	-	-	-	124 941	90 018
Total immobilisations incorporelles	4 914 908	204 025	-	-		5 121 340	4 080 187	2 122	541 309	-	4 623 618	834 721	497 722
Terrains	11 284 639	102 600	-	-	528	11 387 767	-	-	-	-	-	11 284 639	11 387 767
Constructions	67 250 624	1 776 879	-	3 212 618	-	72 240 121	21 045 140	-	3 162 193	4 302	24 211 635	46 205 483	48 028 486
Matériel industriel	243 256 318	15 191 080	(113 699)	70 545 814	-	328 879 514	143 470 320	-	20 531 453	113 699	163 888 072	99 785 998	164 991 442
Outils industriel	7 943 014	847 852	-	16 988	14 432	8 822 286	5 292 489	6 041	732 127	(164 107)	5 866 554	2 650 526	2 955 733
Matériel de transport	43 819 426	5 377 616	(1 863 207)	197 300	202 702	47 733 836	30 290 600	135 655	5 959 952	1 828 317	34 488 107	13 528 826	13 245 729
Agencements, aménagements et installations divers	64 191 884	2 929 900	(80 000)	4 015 888	31 596	71 089 268	35 012 144	14 839	5 329 721	80 000	40 276 704	29 179 740	30 812 564
Equipements de bureau	2 127 083	62 801	-	74 337	1 744	2 265 965	1 594 147	999	265 707	(76 552)	1 784 301	532 936	481 664
Matériel informatique	9 100 871	613 271	(101 988)	253 100	13 091	9 878 342	7 585 395	10 211	746 153	101 988	8 239 771	1 515 476	1 638 571
Matériel d'emballage	3 478 173	104 000	(281 565)	797 451	-	4 098 060	2 650 634	-	653 674	262 454	3 003 633	827 540	1 094 427
Autres Equipements	2 149 512	-	-	-	-	2 149 512	2 103 075	-	37 839	-	2 140 914	46 437	8 598
Immobilisations en cours	53 422 205	75 702 374	(9 700 089)	(85 665 220)	1 044	33 760 315	-	-	-	-	-	53 422 205	33 760 315
Provisions constituées	-	-	-	-	-	-	1 246 514	-	127 130	13 366	1 255 937	(1 246 514)	(1 255 937)
Total immobilisations corporelles	508 023 749	102 708 373	(12 140 549)	(6 551 723)	265 136	592 304 987	250 290 457	167 745	37 545 950	2 163 467	285 155 628	257 733 292	307 149 359
Total immobilisations incorporelles et corporelles	512 938 657	102 912 398	(12 140 549)	(6 551 723)	265 136	597 426 327	254 370 644	169 867	38 087 258	2 163 467	289 779 245	258 568 013	307 647 082

Note 3 : Immobilisations financières :

Les immobilisations financières présentent un solde net de **3681148** dinars au 31/12/2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Titres de participation (*)	2 254 472	2 427 299
Dépôts et cautionnements	1 288 187	919 338
Prêts au personnel	167 981	63 632
Immobilisations financières brutes	3 710 640	3 410 269
Provisions sur titres de participation	-	(173 071)
Provisions sur dépôts et cautionnements	(29 492)	(29 467)
Immobilisations financières nettes	3 681 148	3 207 731

(*) Les titres de participations se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Titres de participation ZitounaTamkeen	2 000 000	2 000 000
Titres de participation Banque Zitouna	-	-
Titres de participation MED PLAST	-	-
Titres de participation SMADEA	173 770	173 770
Titres de participation Bonprix	-	173 071
Titres de participation BTS	43 602	43 526
Titres de participation Attijari SICAR	22 050	21 882
Titres de participation SODINO	15 000	15 000
Titres de participation UNITED	50	50
Total	2 254 472	2 427 299

Note 4 : Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants présentent un solde net de **2102116** dinars au 31 décembre 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Ecart de conversion	524 749	1 212 626
Charges à répartir	1 577 367	346 826
Total	2 102 116	1 559 452

Note 5 : Actifs d'impôts différés

Les actifs d'impôts différés présentent un solde de 5 313 753 dinars au 31 décembre 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Actifs d'impôts différés CLN	513 852	362 001
Actifs d'impôts différés CF	1 675 891	957 151
Actifs d'impôts différés CLC	1 159 213	790 347
Actifs d'impôts différés STIAL	790 070	671 578
Actifs d'impôts différés SBC	553 308	502 144
Actifs d'impôts différés SOCOGES	567 400	1 495 250
Actifs d'impôts différés Delta plastic	54 019	39 207
Total	5 313 753	4 817 678

Note 6 : Stocks

Les stocks présentent un solde net de 122 647 497 dinars au 31 décembre 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Produits finis	32 820 331	19 542 628
Produits en cours	1 396 142	1 113 136
Matières premières	33 999 985	27 320 622
Emballages	33 186 647	33 556 830
Pièces de rechanges	26 547 781	20 304 281
Matière consommable	4 389 956	2 128 913
Produits de nettoyage	114 276	43 149
Stocks divers	1 820 642	1 912 718
Total des stocks en brut	134 275 761	105 922 277
Provisions pour dépréciation des stocks	(11 628 264)	(7 556 161)
Total des stocks en net	122 647 497	98 366 116

Note 7 : Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés présentent un solde net de **26 725 760** dinars au 31 décembre 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Clients	27 992 654	29 742 497
Clients douteux	2 783 379	2 509 808
Total brut	30 776 033	32 252 305
Provisions sur créances clients	(4 050 273)	(2 999 360)
Total net	26 725 760	29 252 945

Note 8 : Autres actifs courants

Les autres actifs courants présentent un solde net de **99 881 493** dinars au 31 décembre 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Produits et subventions à recevoir	48 148 369	32 156 565
Fournisseurs avances et acomptes	31 635 881	14 994 389
Etat impôts et taxes	18 981 760	14 030 971
Personnel avances et prêts	1 151 573	697 390
Charges constatées d'avance	758 485	703 564
Débiteurs divers	1 473 159	984 811
Total brut	102 149 228	63 567 690
-Provisions dépréciation des autres actifs courants	(2 267 735)	(1 619 302)
Total net	99 881 493	61 948 388

Note 9 : Placements et autres actifs financiers

Les placements s'élèvent à **10 221 669** dinars au 31 décembre 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Comptes à terme / Certificats de dépôt	9 500 000	32 500 000
Autres actifs financiers –Actions Zitouna Bank	721 669	4 711 858
Total	10 221 669	37 211 858

Note 10 : Liquidités et équivalents de liquidité

Les liquidités et équivalents de liquidités présentent un solde de **62 697 550** dinars au 31 décembre 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Banques	59 291 455	29 426 014
Valeurs à l'encaissement	3 392 773	2 577 728
Caisses	13 322	10 802
Total	62 697 550	32 014 544

Les concours bancaires et autres passifs financiers présentent un solde de **103 982 695** dinars au 31 décembre 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Crédits financement cycle d'exploitation	60 500 000	34 488 714
Concours bancaires	20 917 376	9 702 379
Emprunts échéance à moins d'un an	15 797 095	18 462 275
Intérêts courus	6 768 223	2 809 151
Total	103 982 695	65 462 519

Note 11 : Capitaux propres**TABLEAU DES MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES**

Exercice clos le 31 Décembre 2019

	Capital social	Réserves de restructuration	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Total des capitaux propres (part du groupe)	Intérêts des minoritaires/ réserves	Intérêts des minoritaires/ résultat	Total des capitaux propres
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2017	549 072 620	(472 190 804)	43 763 910	38 624 678	159 270 404	4 631 825	426 742	164 328 971
Affectation résultat			38 624 678	(38 624 678)	-	426 742	(426 742)	-
Distribution des dividendes			(23 802 004)		(23 802 004)	(9 819)		(23 811 823)
Subvention d'investissement			1 266 073		1 266 073	(43 676)		1 222 397
Variation du pourcentage d'intérêt			4 472 300		4 472 300	6 027 700		10 500 000
Résultat consolidé de l'exercice 2018				30 891 570	30 891 570		(838 435)	30 053 135
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2018	549 072 620	(472 190 804)	64 324 957	30 891 570	172 098 343	11 032 772	(838 435)	182 292 680
Affectation résultat			30 891 570	(30 891 570)		(838 435)	838 435	
Distribution des dividendes			(22 536 503)		(22 536 503)	(10 024)		(22 546 527)
Subvention d'investissement			8 314 325		8 314 325	(22 842)		8 291 483
Variation du pourcentage d'intérêt			(110 310)		(110 310)	56 717		(53 593)
Résultat consolidé de l'exercice 2019				46 529 346	46 529 346		(3 518 125)	43 011 221
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2019	549 072 620	(472 190 804)	80 884 039	46 529 346	204 295 201	10 218 188	(3 518 125)	210 995 264

Note 12 : Emprunts

Les emprunts présentent un solde de **148 009 231** dinars au 31 décembre 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Emprunts	147 800 210	110 470 604
Emprunts fournisseurs d'immobilisations	209 021	1 828 830
Total	148 009 231	112 299 434

Note 13 : Provisions

Les provisions présentent un solde de **19 918 024** dinars au 31 décembre 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Provision pour risques et charges	12 332 873	11 369 533
Provisions pour indemnité de départ à la retraite	7 585 151	5 655 021
Total	19 918 024	17 024 554

Note 14 : Passifs d'impôts différés

Les passifs d'impôts différés présentent un solde de **2 488 418** dinars au 31 décembre 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
CLC-Passif d'impôt différé	1 547 353	735 999
CLN-Passif d'impôt différé	941 065	556 224
Total	2 488 418	1 292 223

Note 15 : Fournisseurs et comptes rattachés

Les fournisseurs et comptes rattachés présentent un solde de **112 273 321** dinars au 31 décembre 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Fournisseurs d'exploitation	71 239 556	66 843 716
Fournisseurs effets à payer	11 688 938	18 225 101
Fournisseurs d'immobilisations	18 086 053	8 412 249
Fournisseurs factures non parvenues	11 258 773	12 033 198
Total	112 273 321	105 514 264

Note 16 : Autres passifs courants

Les autres passifs courants présentent un solde de **43251 113**dinars au 31 décembre 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Charges à payer	11 274 045	11 414 988
Clients avances et acomptes	4 247 842	6 820 142
Comptes de personnel	3 301 123	4 285 775
Cotisations sociales	3 006 790	3 800 911
Etat impôts/taxes	10 504 719	5 198 123
Actionnaires, dividendes à payer	6 186 428	7 498 492
Créditeurs divers	4 730 166	4 042 620
Total	43 251 113	43 061 051

G. Notes relatives aux rubriques de l'état de résultat :

Note 17 : Revenus

Les revenus s'élèvent à **965 360 619** dinars en 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Ventes locales	812 275 199	749 901 068
Ventes à l'export	29 084 528	17 742 444
Ristournes et rabais	(4 329 740)	(2 785 643)
Subventions d'exploitation	128 330 632	79 625 546
Total	965 360 619	844 483 415

Note 18 : Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation s'élèvent à **13 398 489** dinars en 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Subventions stockage de lait	7 344 177	2 362 497
Autres produits d'exploitation	4 633 707	3 229 927
Quote part subvention d'investissement	1 420 606	1 704 027
Total	13 398 489	7 296 451

Note 19 : Achats consommés

Les achats consommés s'élèvent à **740 941 818** dinars en 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Achats matières premières	531 468 488	434 046 083
Achats matières consommables et emballages	195 704 643	176 055 842
Variation des stocks	(11 667 717)	(8 588 464)
Achats non stockés de matières et consommables	25 391 052	19 529 061
Achat de prestation de services	1 811 358	2 065 617
Achats de marchandises consommées	547 172	30 056 814
Rabais et ristournes sur achats	(2 313 178)	(8 364 610)
Total	740 941 818	644 800 343

Note 20 : Charges de personnel

Les charges de personnel s'élèvent à **82 546 054** dinars en 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Salaires	68 054 647	63 203 718
Charges sociales	10 311 284	9 744 152
Autres charges de personnel	4 180 123	3 018 006
Total	82 546 054	75 965 876

Note 21 : Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions s'élèvent à **46 778 673** dinars en 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	2019	2018
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations	38 087 258	35 009 347
Dotations (nettes) aux provisions pour risques et charges	2 943 610	291 881
Dotations (nettes) aux provisions /des titres de participations	(174 400)	(596 328)
Dotations (nettes) aux provisions pour dépréciation du stock	3 867 004	1 239 311
Dotations (nettes) aux provisions pour dépréciations des créances / autres actifs	1 180 558	264 031
Dotations (nettes) aux résorptions des frais préliminaires	874 643	123 950
Total	46 778 673	36 332 192

Note 22 : Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation s'élèvent à **61 921 391** dinars en 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Publicité	14 888 497	10 633 864
Honoraires & rémunération d'intermédiaire	6 395 536	6 736 275
Etudes et recherches	1 711 707	2 514 430
Entretien & réparation	8 336 974	5 471 960
Locations	7 074 692	6 439 443
Charges d'assurance	2 094 503	1 613 567
Redevances	2 622 341	2 133 452
Services extérieurs	92 598	1 040 914
Transport de biens	9 949 405	1 673 835
Voyages et déplacements	1 414 004	1 106 319
Services bancaires	712 804	506 530
Frais de télécommunications	501 189	482 911
Sous-traitance	572 932	165 553
Impôts et taxes	2 556 490	2 335 725
Jetons de présence	100 000	107 500
Charges diverses ordinaires	2 752 593	2 213 473
Autres charges d'exploitation	145 125	241 671
Total	61 921 391	45 417 422

Note 23 : Charges financières nettes

Les charges financières nettes s'élèvent à **17 928 155** dinars en 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Charges d'intérêts	17 242 605	10 026 155
Pertes/gains de changes	685 550	2 990 222
Total	17 928 155	13 016 377

Note 24 : Produits financiers

Les produits financiers s'élèvent à **3 998 679** dinars en 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Produits des placements et des comptes courants	3 998 679	3 388 916
Total	3 998 679	3 388 916

Note 25 : Autres gains ordinaires

Les autres gains ordinaires s'élèvent à **6 422 108** dinars en 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Produits sur cession d'immobilisations	6 377 689	245 950
Autres gains ordinaires	44 419	78 233
Total	6 422 108	324 183

Note 26 : Autres pertes ordinaires

Les autres pertes ordinaires s'élèvent à **244 388** dinars en 2019 et se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2019	Solde au 31/12/2018
Pertes sur cession d'immobilisations	33 190	772 899
Autres pertes ordinaires	211 197	5 126
Total	244 388	778 025

H. Notes relatives aux rubriques de l'état des flux de trésorerie :

Note 27 : Trésorerie nette

<u>Liquidités, équivalents de liquidités (A)</u>	<u>Solde au 31/12/2019</u>	<u>Solde au 31/12/2018</u>
Banques	59 291 455	29 426 014
Valeurs à l'encaissement	3 392 773	2 577 728
Caisses	13 322	10 801
Total (A)	62 697 550	32 014 544

<u>Concours bancaires et autres passifs financiers (B)</u>	<u>Solde au 31/12/2019</u>	<u>Solde au 31/12/2018</u>
Concours bancaires	20 917 376	9 702 379
Total (B)	20 917 376	9 702 379

Trésorerie nette (A-B)	41 780 174	22 312 165
-------------------------------	-------------------	-------------------

I. Autres notes :

Note 28 : Evènements post clôture :

Les états financiers de la société sont arrêtés par le conseil d'administration tenu en date du 27 Avril 2020.

Suite à la propagation de l'épidémie COVID-19, l'OMS l'a considéré comme pandémie au 11 mars 2020. Le gouvernement avait décidé un confinement total à partir du 22 Mars et un déconfinement ciblé à partir du 4 mai. Opérant dans le secteur de l'agro-alimentaire, le groupe a continué à travailler durant la période de confinement. Conscient des effets de la pandémie sur le comportement du consommateur, mais aussi sur les réseaux de distribution et d'approvisionnement, le groupe, pour une gouvernance efficace, a mis en place, dès les premiers jours, un comité de suivi et de pilotage de la gestion de la crise.

Les décisions prises ont permis d'assurer la production habituelle et la satisfaction des besoins de marché. Le télétravail, la digitalisation, l'infrastructure et la forte implication du personnel ont contribué à assurer cette continuité. Le dispositif de risque management qui existe d'ores et déjà dans le groupe à travers l'élaboration de cartographies des risques, pouvant donner suite à des Plans de Continuité d'Activité, a permis de faire face à cet imprévu.

Ci-après les principales mesures entreprises afin de faire face à cette crise :

- **Perturbation de l'approvisionnement en matières premières :** Le Groupe, et afin de minimiser le risque associé aux interruptions au niveau de la chaîne d'approvisionnement a anticipé les commandes et a constitué des stocks stratégiques. Le recours aux fournisseurs locaux a été privilégié. En ce qui concerne le pôle lait, le groupe a apporté l'assistance nécessaire aux différents partenaires, en l'occurrence les centres de collecte, en veillant à la propreté des espaces et des outils de travail, en fournissant le matériel nécessaire et suffisant en matière de désinfection, à la prise de toutes les mesures préventives et effectives dictées par les autorités sanitaires. Cette assistance est également renforcée grâce au rôle joué, en partenariat avec l'institution ZitounaTamkeen, dans le soutien financier aux éleveurs en cette période difficile.
- **Baisse des ventes :** Opérant dans le domaine de l'agroalimentaire et principalement dans des produits de première nécessité, les ventes restent à un niveau acceptable et une reprise est attendue avec le mois de Ramadan et le début de la saison estivale.

- **Gestion de la trésorerie** : Afin de faire face aux retombées éventuelles sur le plan financier, notamment liées aux retards d'obtention de la subvention d'exploitation octroyée en tant que complément de prix pour le produit subventionné, le comité a étudié le report des investissements de l'année dont le financement est effectué par des fonds propres. La trésorerie prévisionnelle tenant compte d'une éventuelle détérioration du BFR permettra d'honorer les engagements du Groupe envers les partenaires notamment le secteur bancaire.
- **Indisponibilité du personnel** : Les autorités ont accordé au groupe les autorisations nécessaires afin de permettre au personnel de la production la présence sur les sites. Ceci a permis de maintenir le niveau de production habituel. Le recours au télétravail a été envisagé pour les autres membres du personnel.

Soucieux d'agir en tant qu'entreprise citoyenne, et dans le cadre de sa responsabilité sociétale, le groupe a contribué à l'effort national de lutte contre la propagation de l'épidémie en apportant des aides aux hôpitaux et des dons au fonds de lutte contre le Covid-19.

La Direction Générale du groupe confirme que l'hypothèse du maintien de la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause lors de la préparation et la présentation des états financiers arrêtés au 31/12/2019.

Ainsi, à l'état actuel des choses et compte tenu de ce qui précède, il s'agit d'un évènement significatif postérieur au 31 Décembre 2019, qui ne donne pas lieu à des ajustements des états financiers clôturés à cette date et dont l'estimation de l'impact financier éventuel ne peut être faite d'une manière raisonnable.

Note 29 : Détermination du résultat par action :

	2019	2018
Résultat net consolidé (A)	46 529 346	30 891 570
Nombre des actions en début de période	54 907 262	54 907 262
Nombre des actions en fin de période	54 907 262	54 907 262
Nombre moyen des actions (B)	54 907 262	54 907 262
Résultat par action en dinars (A/B)	0,847	0,563

Note 30 : Engagements hors bilan :

1- Les engagements hors bilan donnés se présentent au 31 décembre 2019 comme suit :

Libellé	Société	Montant
Crédit Documentaire	CLN	424 162
	CLSB	7 384 821
Cautions de Garantie	CLN	135000
	STIAL	1 6 676 374
Engagement par Signature	CLSB	421 550
Engagement donnés à la douane	SOCOGES	67 501
Financement de stock	CF	5 000 000
	CLSB	15 500 000
Débit de compte	CF	5 596 686
Total		65 206 094

Par ailleurs les sociétés du groupe ont donné des nantissements sur Titres Fonciers, sur Fonds de Commerce et Matériel qui se détaillent comme suit :

- La « CLSB » a contracté des crédits en 2013 et 2014 auprès de la BIAT, l'ATB et Attijari Bank pour les montants respectifs de **6 MDT, 4 MDT et 8,5 MDT**.
En contrepartie des crédits obtenus, la société a signé des contrats de garantie au profit des banques citées. Ces garanties comportent l'hypothèque sur l'immeuble abritant l'usine à Lassouda à Sidi Bouzid et le nantissement sur le fonds de commerce de la société et sur le matériel installé à l'usine.
- La société « Compagnie Fromagère » a nanti son fonds de commerce et son matériel au profit de la BIAT et Attijari Bank et ce au titre des emprunts contractés pour des montants respectifs de **2 MDT et 8 MDT**.
- La société « CLN » a accordé des hypothèques et des nantissements de fonds de commerce et matériel au titre des crédits contractés au cours des exercices antérieurs auprès de l'Amen Bank et Bank Zitouna pour les montants respectifs de **2 500 000 dinars** et **1 313 761 dinars**. Ces garanties comportent l'hypothèque sur l'usine et le nantissement sur le fonds de commerce et le matériel acquis.
- Pour l'obtention de certains crédits auprès des établissements financiers, la Compagnie Fromagère a accordé des garanties se détaillant comme suit :

Désignation	Montant en DT
Nantissement du fonds de commerce et matériel au profit Attijari BANK	4 000 000
Nantissement du fonds de commerce et matériel au profit Attijari BANK	4 000 000
Nantissement des matériels sis à Borj cedria au profit d'AMEN BANK	6 000 000
TOTAL	14 000 000

- La SBC a obtenu deux emprunts auprès d'ATTIJARI BANK pour 7.000.000 DT et 6.000.000 DT rémunérés au taux de TMM + 1%. En garantie des emprunts contractés, la Société des Boissons du Cap Bon a accordé des hypothèques immobilières et des nantissements de fonds de commerce et du matériel au profit d'Attijari Bank.
- La « CLC » a accordé des hypothèques et des nantissements de fonds de commerce et matériel au titre de ses crédits de gestion accordés. De même, la « CLC » a accordé des conventions des rétrocessions d'actions avec les différentes SICAR.

Les hypothèques et nantissements accordés au 31 décembre 2019 se détaillent comme suit :

Banque	Valeur de l'hypothèque ou du nantissement
Attijari Bank	21 500 000
Amen Bank	12.900.000
ATB	8 000 000
Zitouna Bank	4 000 000
BIAT	16 000 000
BH	8 500 000
Total	70 900 000

DELICE HOLDING

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2019

Messieurs les Actionnaires de la société « DELICE HOLDING »,

I. Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur le contrôle des états financiers consolidés du Groupe « Délice Holding » pour l'exercice clos au 31 décembre 2019, tels qu'annexés au présent rapport et faisant apparaître un total du bilan de 640 918 067 dinars, un bénéfice net de 46 529 346 dinars, ainsi que sur les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du Groupe « Délice Holding », comprenant le bilan arrêté au 31 décembre 2019, ainsi que l'état de résultat, l'état de flux de trésorerie et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Ces états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration le 27 Avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de la crise sanitaire liée au Covid-19.

A notre avis, les états financiers consolidés ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Groupe au 31 décembre 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés en Tunisie, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clé de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes lors de l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune question clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Paragraphe d'observation

Nous attirons votre attention sur la note 28 des états financiers consolidés « les événements postérieurs à la date de clôture » qui décrit les effets suite à la survenance de la crise liée au corona virus Covid-19. S'agissant d'un événement non lié aux conditions existant à la date de clôture de l'exercice 2019, l'impact de cette crise n'est pas reflété dans les comptes consolidés clos le 31 décembre 2019. Cependant, de tels événements peuvent avoir un effet défavorable sur la situation financière, et les résultats du groupe au titre de l'exercice 2020 et les exercices ultérieurs.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Rapport de gestion du Groupe

La responsabilité du rapport de gestion du Groupe incombe au conseil d'administration.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas au rapport de gestion du Groupe et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes dans le rapport de gestion du Groupe par référence aux données figurant dans les états financiers consolidés. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion du Groupe semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 27 avril 2020.

S'agissant des événements survenus et relatifs à la pandémie COVID-19 et qui constituent des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des états financiers, la direction nous a affirmé qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les états financiers.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers consolidés

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés, conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider une ou plusieurs sociétés du Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au conseil d'administration de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
 - Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
 - Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
 - Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité des sociétés du Groupe à poursuivre leurs exploitations. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Groupe à cesser son exploitation;
 - Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
-

- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit ;
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernances une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu ;
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport d'audit, sauf si la loi ou la réglementation n'en interdit la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer un point dans notre rapport d'audit parce que les conséquences néfastes raisonnablement attendues de la communication de ce point dépassent les avantages qu'elle aurait au regard de l'intérêt public.

Tunis, le 11 Mai 2020

Les Commissaires aux Comptes

Cabinet M.S.Louzir

FINOR

Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited

Mohamed LOUZIR

Karim DEROUCHE
